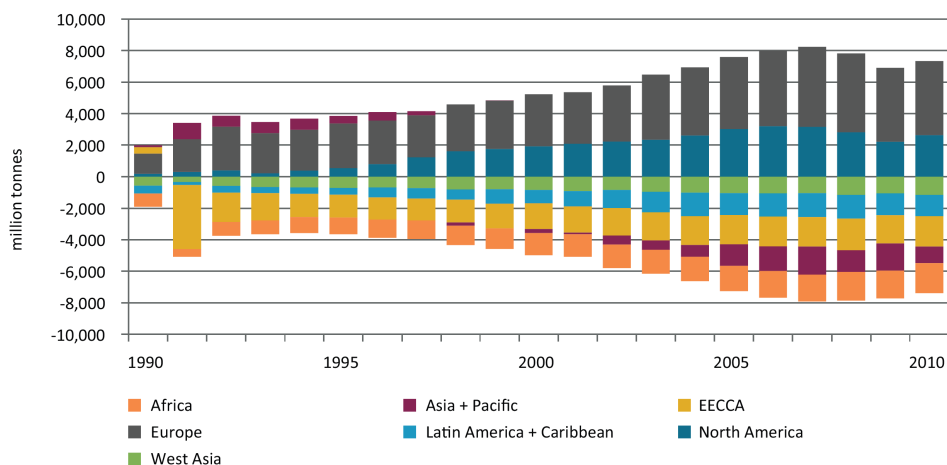


#### 4.4 L’Europe vulnérable face aux tensions sur l’accès aux ressources naturelles : 2) Grosse importatrice

##### *L’Europe est le premier importateur mondial de ressources naturelles*

De fait, l’Europe constitue un importateur de ressources naturelles de premier plan à l’échelle mondiale. Le dernier rapport de l’IRP se penche en effet sur la balance physique des échanges de matières premières entre les grandes régions du monde. Concrètement, il s’agit de soustraire au volume des importations de chaque région le volume des exportations à destination des autres régions, tout en prenant en compte les « équivalents matières premières » des flux d’importations et d’exportations (voir présentation de l’indicateur d’empreinte matérielle ci-dessus). Un pays présentant une balance positive signifie qu’il importe davantage de ressources qu’il n’en exporte : il est un importateur net. De ce point de vue, les graphiques ci-dessous montrent que l’Europe est le premier importateur net de ressources dans le monde – que l’on raisonne en valeur absolue ou par habitant – et que l’empreinte matérielle européenne continue d’augmenter (IRP/UNEP, 2016).

##### **Balance commerciale en équivalents matières premières des différentes régions**



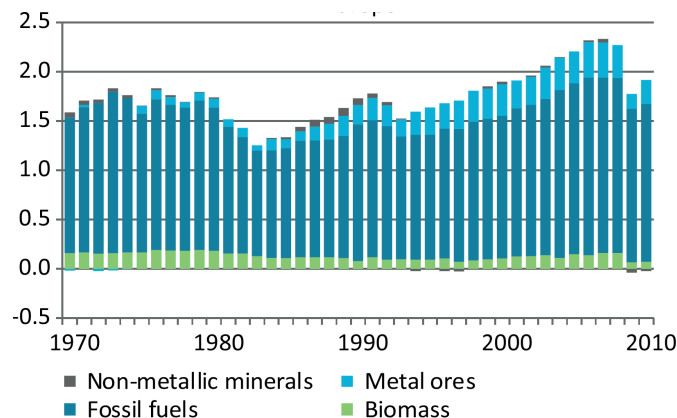
du monde de 1990 à 2010 (en millions de tonnes)

Source : IRP/UNEP, 2016

##### *L’Europe est fortement dépendante des importations de combustibles fossiles et de métaux*

Enfin, si on laisse de côté les flux cachés liés aux échanges économiques, et que l’on revient à leur volume physique lors du passage de la frontière, l’Europe apparaît ici aussi comme le premier importateur net mondial de matières. On observe aussi que les importations nettes de l’Europe ont connues une croissance vigoureuse tout au long des années 1990 jusqu’à la crise de 2008, et qu’elles se composent en quasi-totalité d’énergies fossiles et de minerais métalliques (voir graphique ci-dessous). Comme le montrent par ailleurs les statistiques d’Eurostat, la dépendance aux importations – part de la consommation intérieure couverte par les importations – ne cesse d’augmenter pour ces deux catégories de ressources et atteint, en 2014, 87% pour les produits pétroliers, 67% pour le gaz, 46% pour le charbon, 52% pour l’ensemble des métaux (le taux de dépendance pouvant atteindre des niveaux beaucoup plus élevés pour certains métaux).

Balance commerciale physique de l'Europe de 1970 à 2010 (en tonnes par habitant)



Source : IRP/UNEP, 2016

### L'économie européenne est menacée par un accès de plus en plus contraint aux ressources naturelles

Cette situation de dépendance aux ressources du reste du monde constitue un enjeu de taille pour l'avenir de l'économie européenne. L'exposition aux risques de montée des prix et de pénurie concerne tout particulièrement l'industrie qui transforme l'essentiel des ressources naturelles consommées par l'économie européenne. Rappelons par exemple qu'en France l'industrie représente en 2014 95% des consommations intermédiaires de produits issus de l'industrie extractive (charbon, gaz, pétrole, uranium, minerais métalliques, minéraux, etc.), 75% des produits issus des industries de réseau (électricité, gaz, vapeur, etc.), 67% des consommations intermédiaires de produits issus de l'agriculture-sylviculture-pêche et 30% des produits issus de la cokéfaction et du raffinage<sup>8</sup> (Insee, tableaux entrées-sorties de la comptabilité nationale). Dans un contexte de concurrence mondialisée, les questions de coût et de disponibilité des matières premières et de l'énergie peuvent constituer des dimensions clé de la compétitivité pour des pans entiers de l'industrie. Du reste, la maîtrise de l'accès aux ressources naturelles constitue d'ores et déjà une dimension majeure de la stratégie industrielle de la Chine (J. Ruet, 2016), mais aussi du Japon et de la Corée du Sud (...).

Sur le volet énergie, l'Ademe souligne que la facture énergétique de l'industrie française a augmenté de plus de 11% entre 2005 et 2013 alors même que sa consommation a reculé de 18% sur la période (Ademe, 2015). Hervé Bourrier, directeur général d'Arcelor-Mittal France s'inquiète quant à lui de la pérennité des industries énergointensives (chimie ; papier et carton ; caoutchouc et plastique ; agroalimentaire ; métallurgie, etc.) en France en raison des écarts de prix de l'énergie entre l'Europe et d'autres régions du monde (H. Bourrier, 2015). Il constate notamment que si les prix du gaz naturel étaient au même niveau des deux côtés de l'Atlantique en 2003, ils sont 3 fois plus élevés en Europe en 2013 en raison de l'irruption des gaz de schiste. De même pour l'électricité, alors que les prix étaient 40 % plus élevés en Europe en 2003, ils sont 120 % plus élevés en 2013. Ce différentiel de compétitivité coût pourrait entraîner selon lui un recul significatif de la part de marché de l'Europe dans les industries énergointensives à court-moyen termes.

<sup>8</sup> Soulignons également la forte exposition du secteur du transport dont les consommations énergétiques dépendent à plus de 90% des énergies fossiles et représentent 30% des consommations intermédiaires de produits issus du raffinage en France.